

La jeunesse française dans la tourmente

Le STO, le Service du travail obligatoire, fut l'envoi forcé de milliers de jeunes Français vers des usines en Allemagne. Un choc immense pour la population. Une obligation de réagir pour la Résistance. Un discrédit de la politique de collaboration du maréchal Pétain.

Les besoins allemands en hommes

Dès le début de la guerre, l'Allemagne nazie a besoin d'une immense main-d'œuvre. Son industrie doit tourner à plein rendement, en général pour la fabrication d'armes, de munitions, d'uniformes et de véhicules de guerre terrestres, maritimes ou aériens. Or une majeure partie des jeunes ouvriers sont mobilisés dans l'armée. Au début de la guerre en mai 1940, l'armée allemande est composée de plus de trois millions d'hommes. Le 21 mars 1942, Adolf Hitler charge Fritz Sauckel, homme politique nazi, d'organiser la déportation des ouvriers d'Europe vers les usines allemandes. Il sera surnommé le « négrier de l'Europe ». Son représentant en France était le colonel SS Julius Ritter que la Résistance exécutera en septembre 1943.

Avant le STO

Peu après la signature de l'armistice en juin 1940, des ouvriers français partent travailler en Allemagne de façon volontaire. Ils sont plus motivés par les avantages financiers en ces temps



Ci-dessus : Propagande de Vichy pour la Relève.

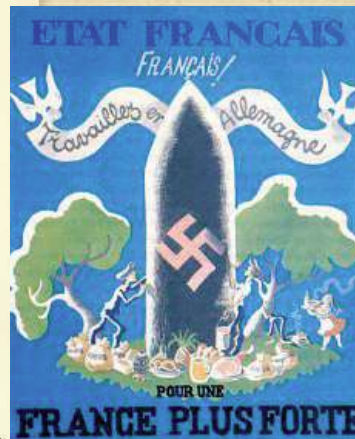
À gauche : Fritz Sauckel lors du procès de Nuremberg qui jugea les criminels nazis. Il fut condamné à mort.



difficiles d'occupation que par l'idée de travailler pour l'ennemi. L'État français du maréchal Pétain, gouvernement situé à Vichy qui collabore avec l'Allemagne nazie, promotionne ce volontariat à l'aide d'une intense propagande à la radio, dans la presse et à l'aide d'affiches. Après l'entrée

en guerre de l'Allemagne contre la Russie en mai 1941, la demande d'ouvriers augmente. Au printemps 1942, le duo Fritz Sauckel/Julius Ritter réclame 250 000 travailleurs à la France. Ils imaginent, en collaboration avec le chef du gouvernement de l'État français Pierre Laval, le système de la « Relève » selon lequel un prisonnier de guerre français est libéré contre trois ouvriers volontaires pour le travail en Allemagne. Malgré la propagande du gouvernement de Vichy, les résultats sont faibles. À l'automne 1942, les demandes se transforment petit à petit en réquisitions.

— Et toi pas ?
— Demande donc à un copain qui a bossé là-bas ! Pour toi aussi il y a un moyen de trouver du boulot. Vas aux renseignements, aux bureaux d'inscriptions !...



À gauche, ci-dessus et ci-contre : Affiches du gouvernement de Vichy visant à encourager le départ pour le travail en Allemagne.